

Aides d'État à l'heure de la Covid



Marc ISABELLE
Directeur
european economics

Séminaire NASSE, 18 février, Paris

L'extension du RGEC en 2014

Objectif = focaliser l'examen ex ante des mesures d'aide par la DG Concurrence de la Commission européenne (procédure de notification) sur celles qui risquent le plus de distordre la concurrence

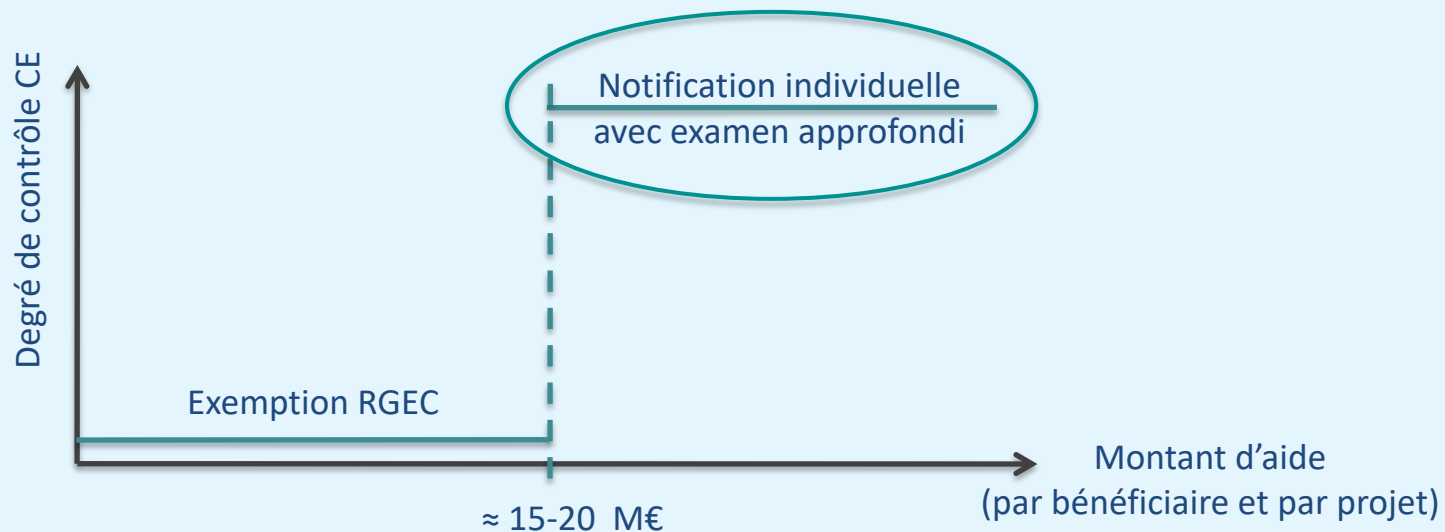
Base de compatibilité = Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)

- Aides à finalité régionale
- Aides en faveur des PME
- Aides à la protection de l'environnement
- Aides à la R&D (spéc. aides aux pôles d'innovation)
- Aides à la formation
- Aides à l'embauche de travailleurs défavorisés
- Aides en faveur des infrastructures locales

Hors régime général d'exemption par catégorie (RGEC)

- Aides promouvant les projets importants d'intérêt commun européen (IPCEI)
- Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (hors secteur financier)

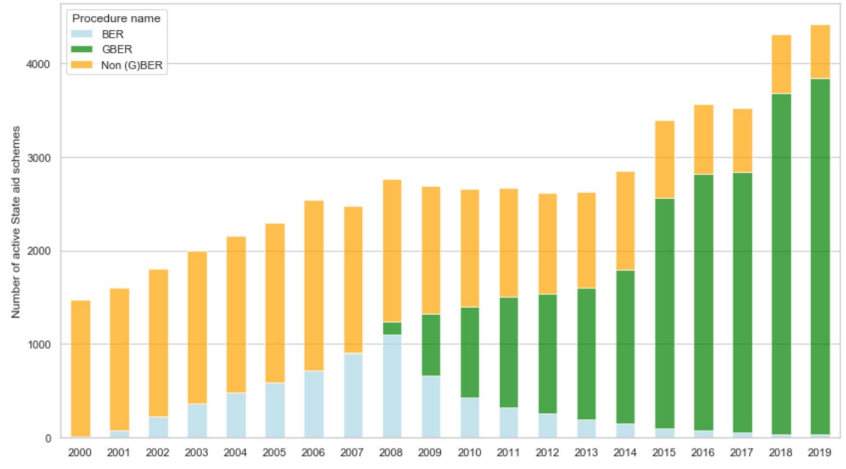
Contrôle de la Commission : un fort effet de seuil



→ Le processus de notification individuelle fait partie intégrante du cycle de vie des projets stratégiques

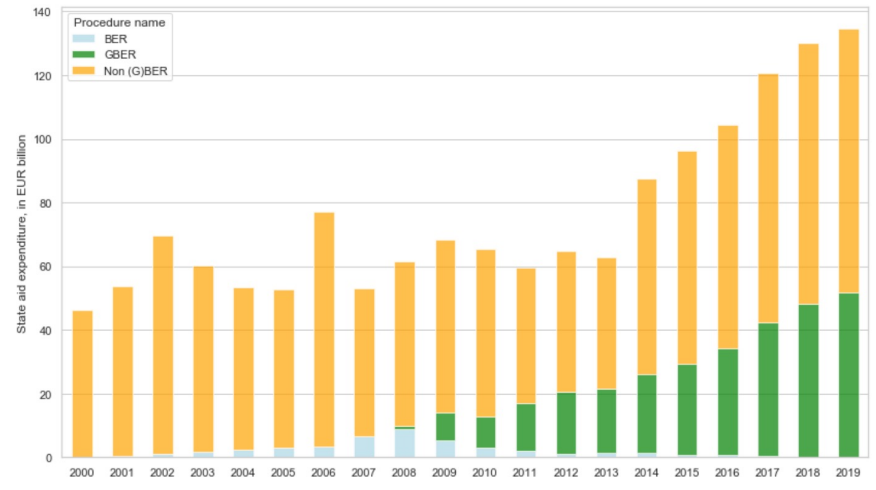
La montée en puissance du RGEC en chiffres

Figure 28: Number of cases for which expenditure has been reported by Member States, breakdown by type of procedure (excluding aid to agriculture, fisheries and railways)³⁹



Source : Commission européenne, (2021),
State aid scoreboard

Figure 29: Breakdown of State aid spending by type of procedure



Plus d'économie dans les aides d'Etat depuis 2007

Le plan d'action dans le domaine des aides d'État de la Commissaire à la concurrence Neelie Kroes (2005-2006)

SPEECH/06/518

Neelie Kroes

European Commissioner for Competition Policy

The refined economic approach in state aid law: a policy perspective

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

GCLC/College of Europe Conference
Brussels, 21st September 2006

http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-06-518_en.pdf

Le test de mise en balance des effets économiques

Balancing test

Effets positifs

- objectif d'intérêt commun UE
- défaillance de marché
- effet d'incitation
- caractère approprié
- nécessité & proportionnalité

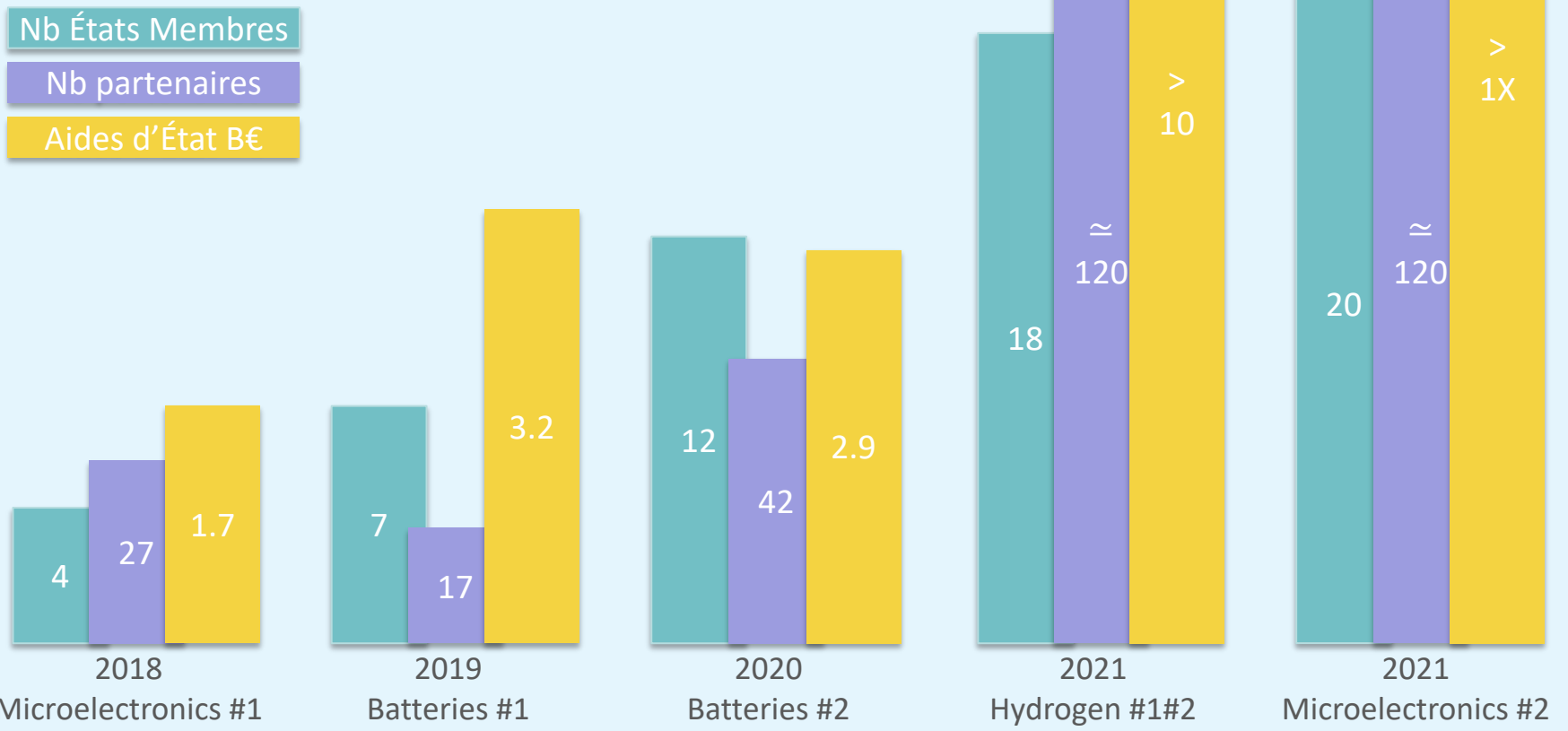


Effets négatifs

- distorsion des incitants dynamiques
- création de pouvoir de marché
- maintien de structures de marché inefficaces
- effets de localisation

→ Outils issus de la théorie économique pour évaluer si une mesure d'aide est susceptible de créer des richesses pour l'Union européenne

La croissance des IPCEI depuis 2018



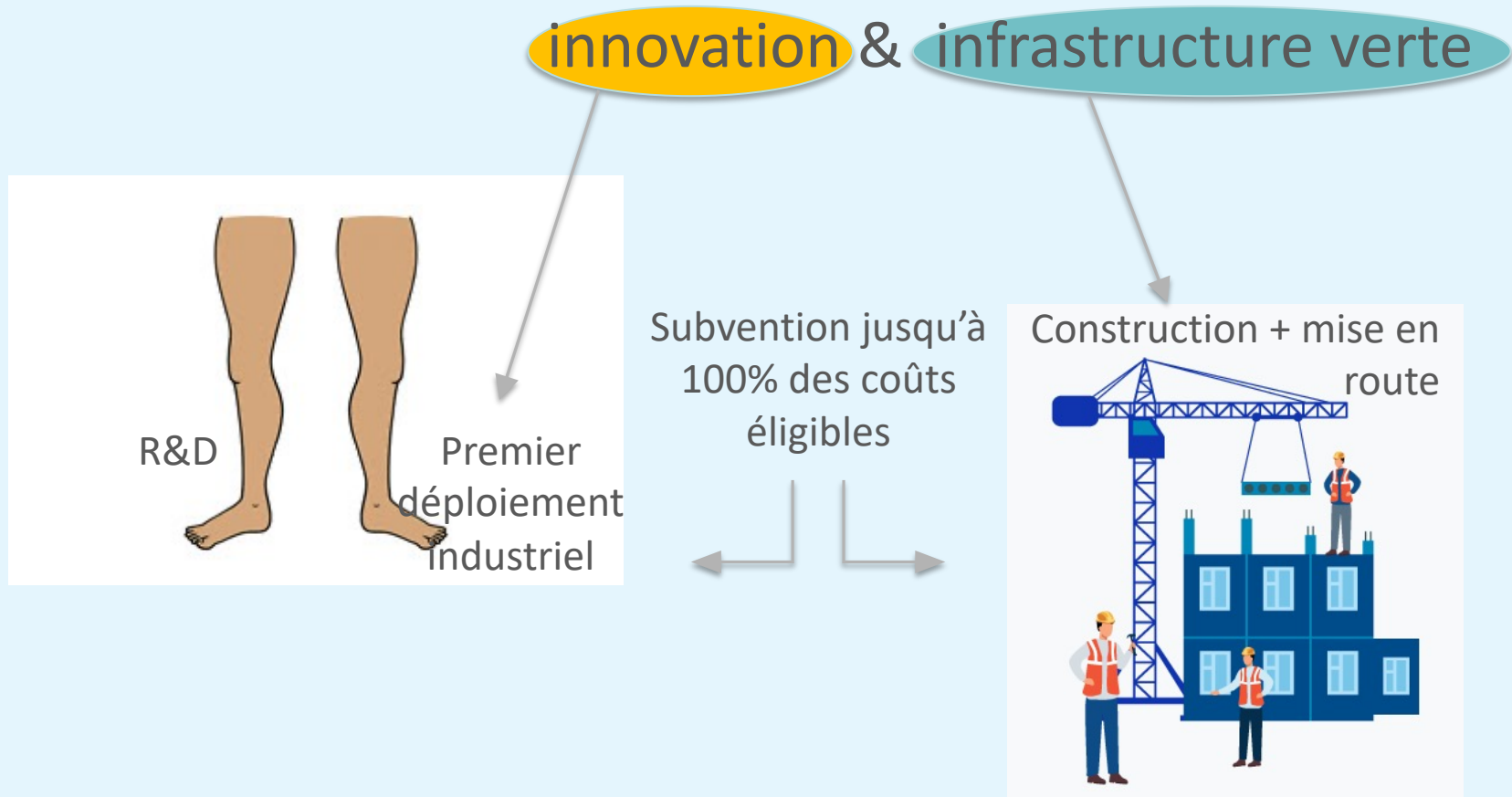
Les IPCEI font l'objet d'un article spécifique du TFUE

Art. 107-3 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur:
 - a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi, ainsi que celui des régions visées à l'article 349, compte tenu de leur situation structurelle, économique et sociale,
 - b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,

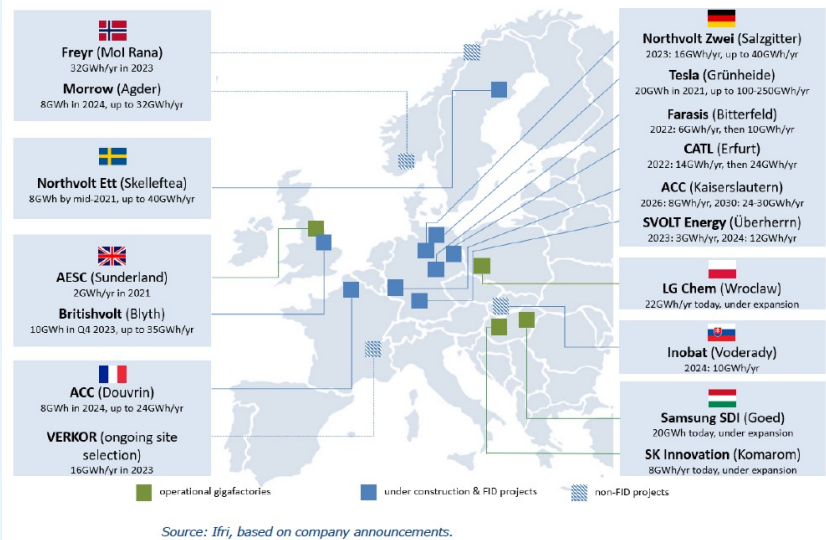
Rappel : Les aides IPCEI ne sont pas exemptées de notification au titre du RGEC

Que financent les aides IPCEI ?



La concurrence dans le secteur des batteries

Map 1: EV battery cell manufacturing projects in Europe

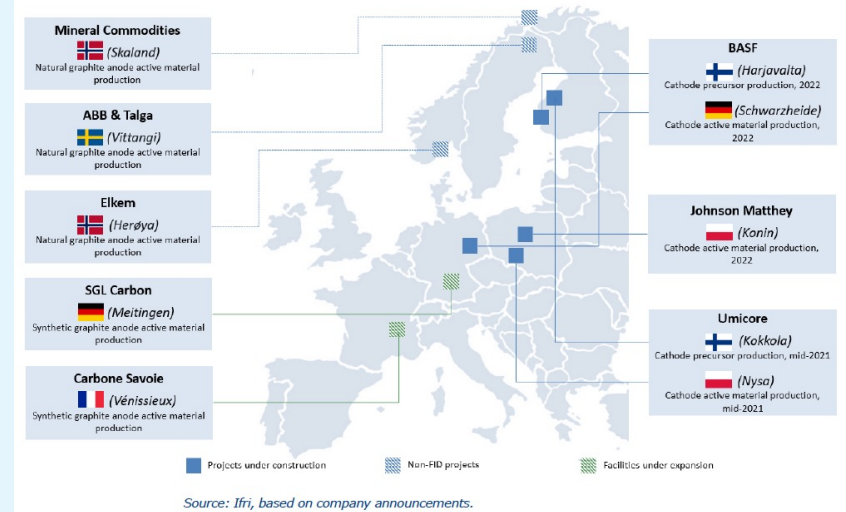


Forte croissance

Source: [Green EV Batteries: tighter rules can advantage and boost manufacturing in Europe](#), April 19, 2021

Nombreux acteurs

Map 2: EV battery cathode and anode active materials manufacturing projects in Europe



Les aides IPCEI distordent plus la concurrence...



parce que les coûts éligibles sont plus étendus que...



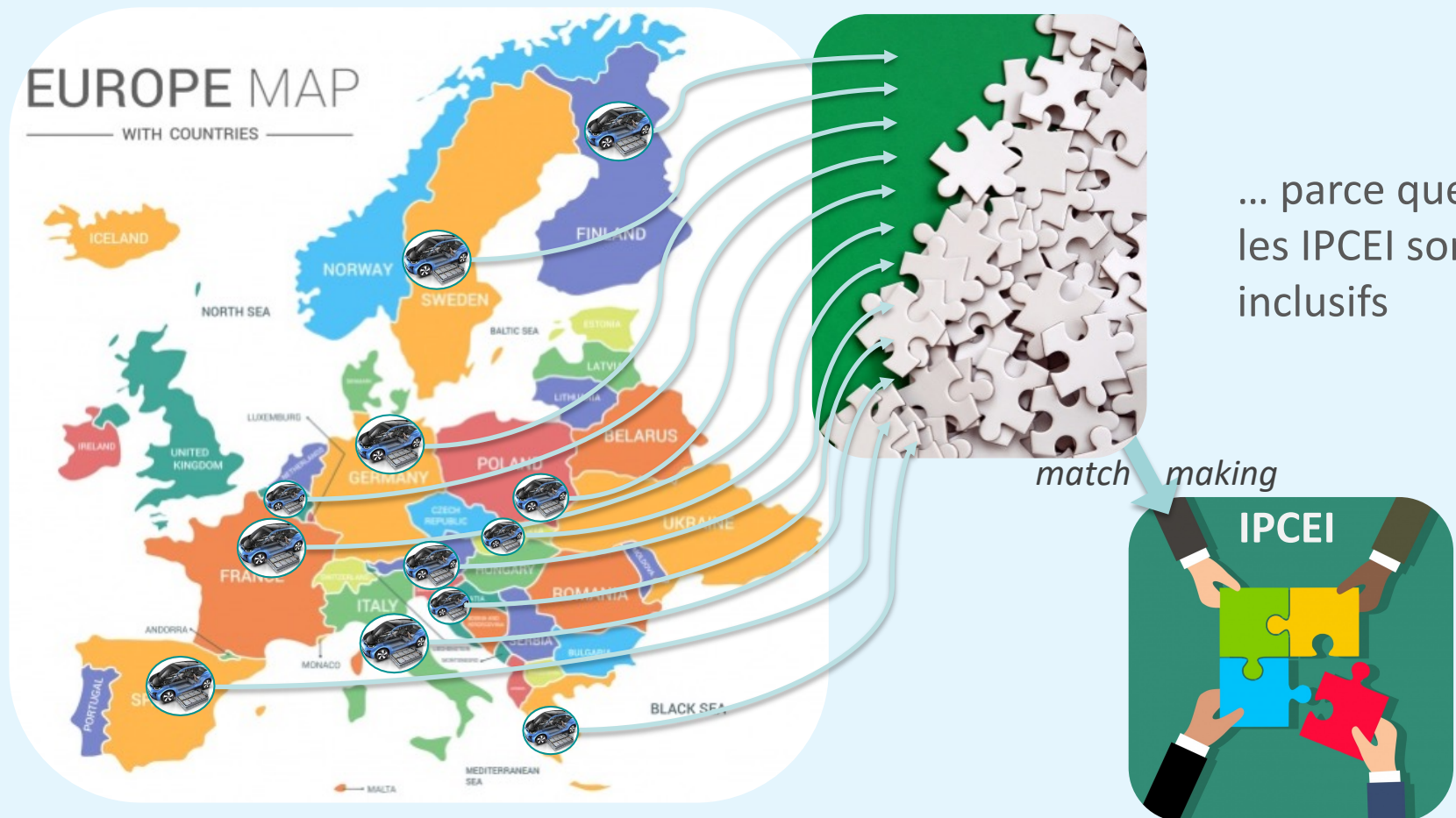
parce que l'intensité d'aide (subvention / coûts éligibles) est plus importante que...



parce que les aides IPCEI sont très importantes :
 $(3.2 + 2.9) / (17 + 42) = 103 \text{ M€} / \text{bénéficiaire}$ en moyenne pour les IPCEI Batteries

... pour les autres régimes d'exemption (R&D, CEEAG)

Les aides IPCEI distordent moins la concurrence...



Les aides IPCEI distordent moins la concurrence...

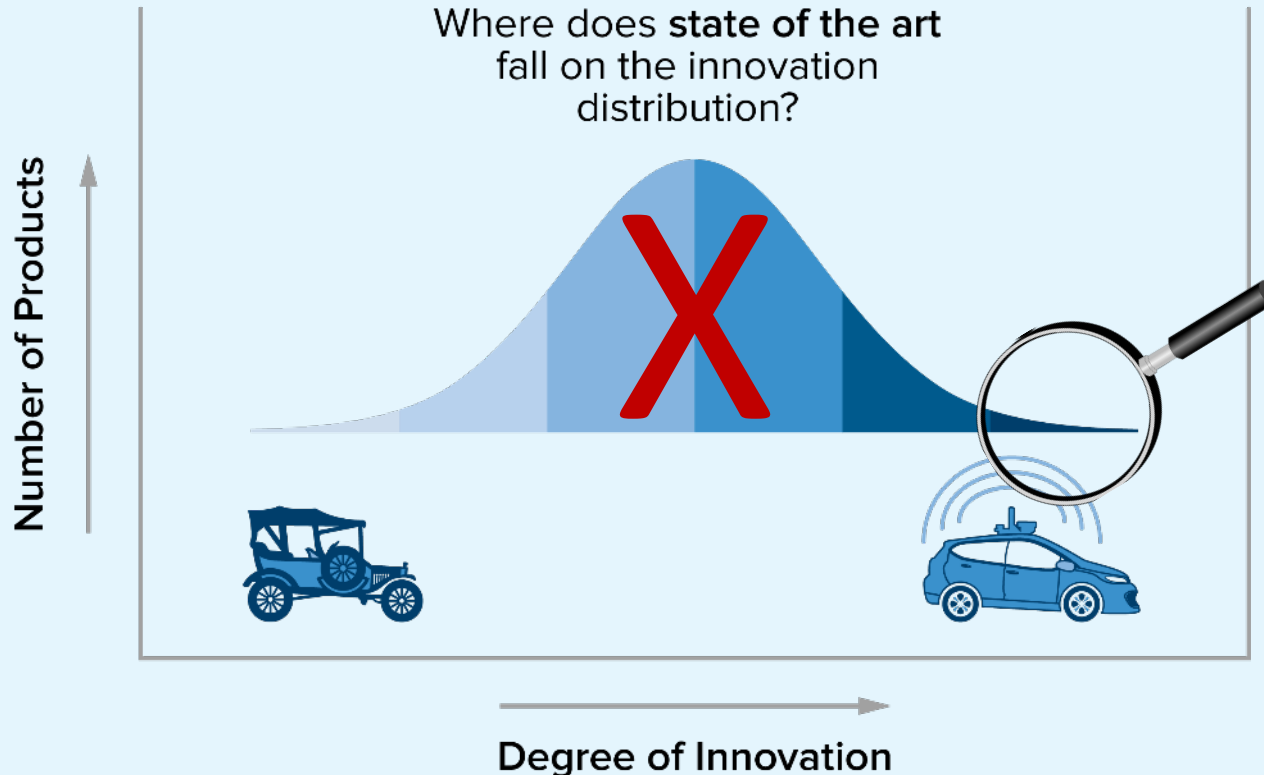
Engagements des
bénéficiaires à diffuser
les résultats de l'IPCEI
("spillovers")



Distorsions de
concurrence

... parce que le régulateur exige des mesures compensatoires

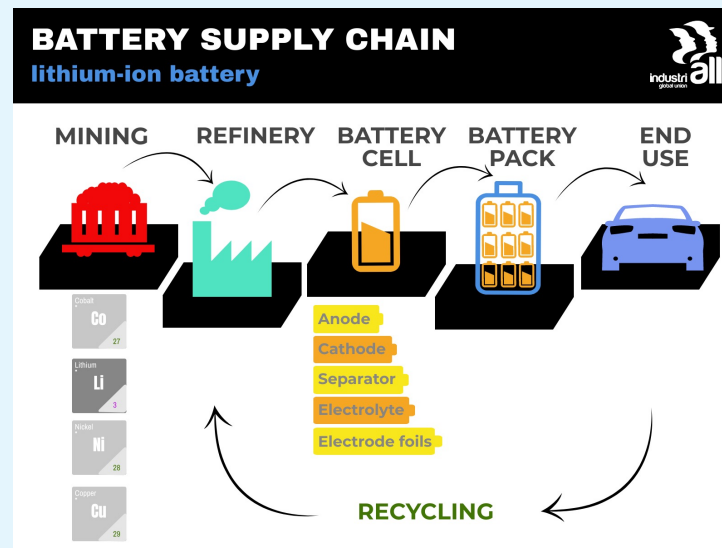
Les aides IPCEI sont bonnes pour la croissance...



... parce que le régulateur a des exigences poussées par rapport aux innovations qui peuvent être financées

Les aides IPCEI corrigent une défaillance de marché...

... en permettant la coordination des activités d'innovation de 59 entreprises positionnées tout au long de la chaîne de valeur des batteries dans 12 États Membres...



... afin de contribuer à un objectif majeur d'intérêt européen commun

Aides d'Etat et relocalisation : un oxymore

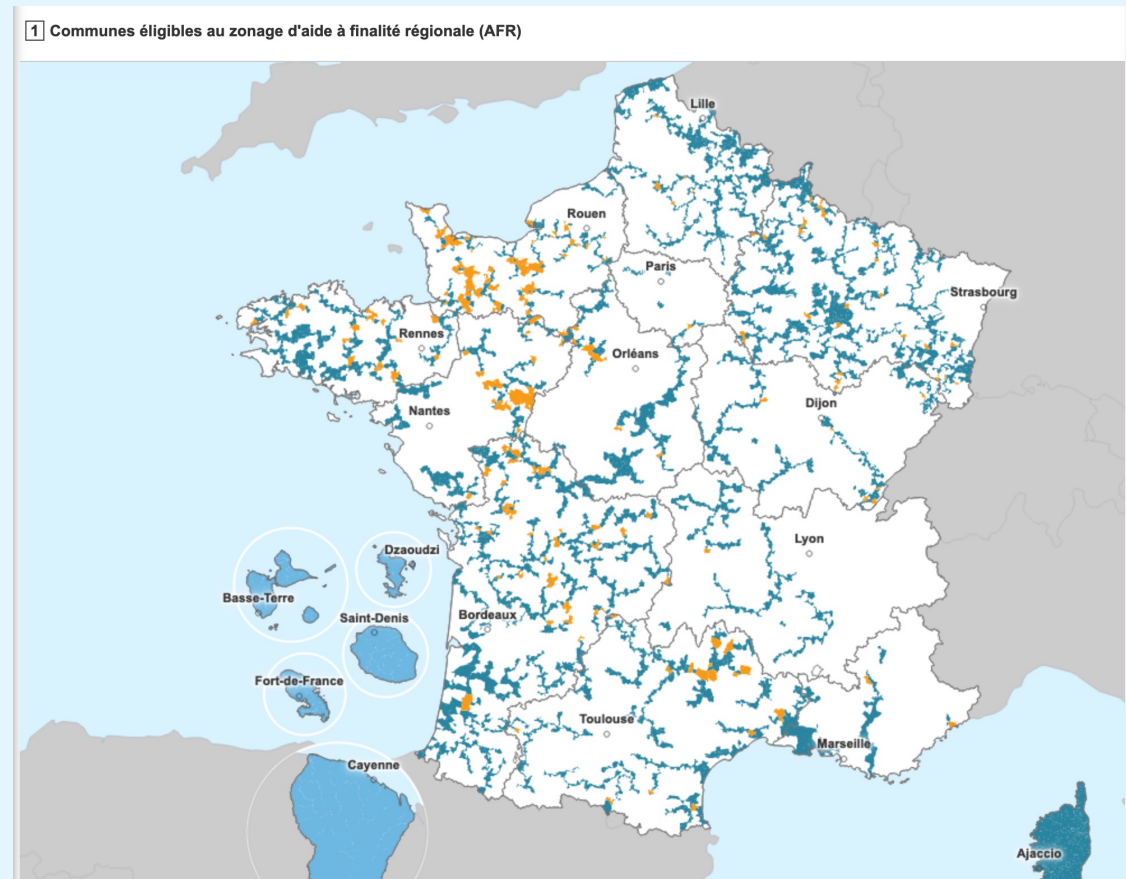
46. La Commission évaluera les effets négatifs potentiels sur les échanges, y compris le risque d'assister à une course aux subventions entre États membres, en particulier pour le choix de l'emplacement du projet.
47. Dans son appréciation des effets négatifs potentiels sur les échanges, la Commission examinera si l'aide est subordonnée à la délocalisation d'une activité de production ou de toute autre activité du bénéficiaire d'une autre partie contractante à l'accord EEE vers le territoire de l'État membre qui octroie l'aide. Une telle condition serait préjudiciable au marché intérieur, quel que soit le nombre de pertes d'emplois réellement subies au sein de l'établissement initial du bénéficiaire dans l'EEE, et serait peu susceptible d'être compensée par des effets positifs.

Source : Commission européenne, (2021), *Critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun* (2021/C 528/02)

Quelles bases légales pour la relocalisation ?

1/ Aides à finalité régionale = aides à l'investissement qui contribuent au développement économique et social des régions européennes les plus désavantagées

Subvention max = 10 % des investissements en métropole



Quelles bases légales pour la relocalisation ?

2/ Plan de relance : soutien à l'investissement industriel dans les territoires

Régime d'aides d'État applicable = régime cadre **temporaire** pour le soutien aux entreprises - Covid-19, notifié par la France à la Commission Européenne en application de l'article 107, paragraphe 3, point b) du TFUE « Aides destinées à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre »

=> prolongé jusqu'au 30 juin 2022

Subvention max = 800 k€

Quelles bases légales pour la relocalisation ?

3/ Projet Important d'Intérêt Européen Commun (IPCEI)

Investissement productif conditionné à l'introduction sur le marché d'innovations allant au-delà de l'état de l'art mondial

23. Les projets comprenant un premier déploiement industriel doivent permettre la mise au point d'un nouveau produit ou service à forte intensité de recherche et d'innovation ou le déploiement d'un processus de production fondamentalement innovant. Les améliorations régulières sans dimension novatrice d'installations existantes et le développement de nouvelles versions de produits existants ne sont pas considérés comme un premier déploiement industriel.

Subvention max = 100 % des coûts éligibles...

... mais coûts éligibles =

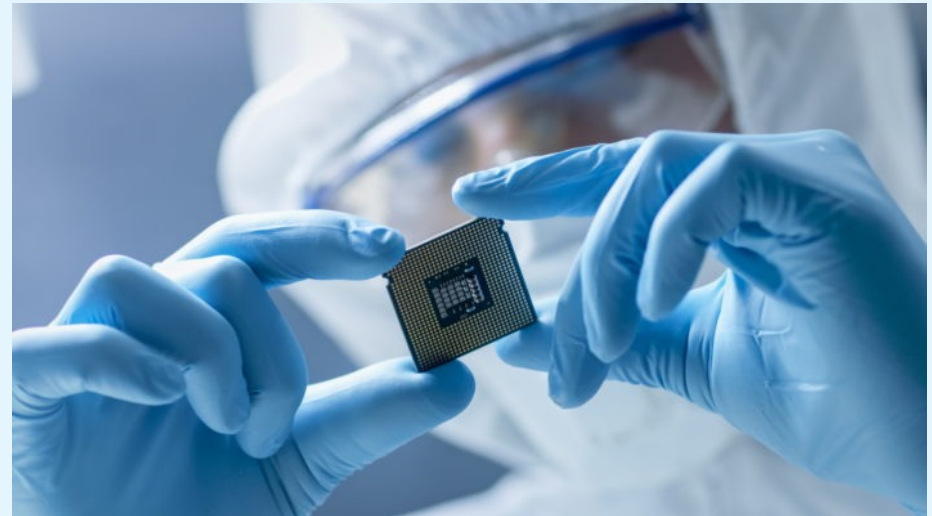
- ✓ amortissement en phase de ramp-up
- ✗ pas la production de masse
- ✗ pas l'investissement lui-même

L'objectif du European Chips Act

Multiplier par deux la production de semi-conducteurs d'ici 2030 dans l'Union Européenne pour représenter au moins 20% de la production mondiale en valeur (incluant les microprocesseurs)

=> renforcement de la résilience des chaînes de valeur et de la sécurité d'approvisionnement de l'Europe

Coût estimé à 50 Milliards d'€



Les aides d'Etat au cœur du dispositif de financement

« The Commission may envisage approving public support to fill possible funding gaps in the semiconductor ecosystem for the establishment in particular of European first-of-a-kind facilities in the Union, based on Article 107(3) TFEU »

Source : Commission européenne, A competition policy fit for new challenges, novembre 2021

Les aides d'État pourraient être complétées par d'autres sources de financement public (non aides d'État):

- Horizon Europe
- InvestEU
- Banque Européenne d'Investissement
- ...

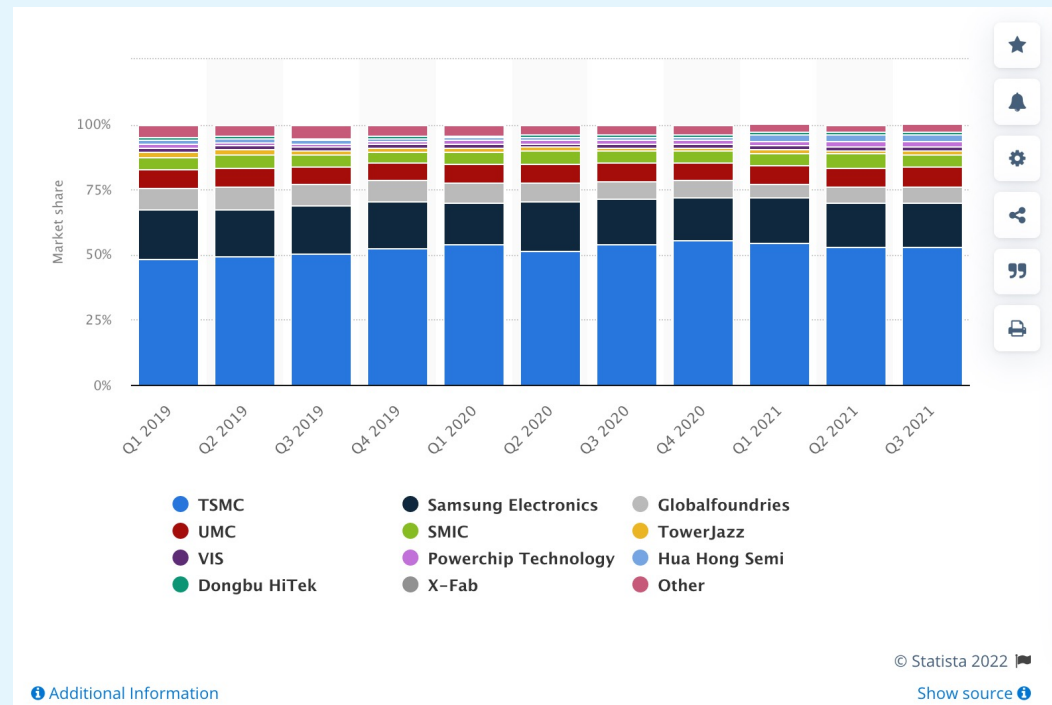
De très fortes barrières à l'entrée

Coût d'une usine CMOS digital avancé ≈ \$ 10 milliards

=> quasi-monopole naturel mondial (part de marché de TSMC > 50 %)

L'Europe est sortie de la course aux technologies les plus avancées (quelques nm)

Leading semiconductor foundries revenue share worldwide from 2019 to 2021



Quelles mesures compensatoires ?

En échange de l'apport financier public, la production de ces fonderies devra en priorité bénéficier aux entreprises européennes en cas de crise

Engagements des
bénéficiaires à servir
en priorité le marché
européen



Distorsions de
concurrence +++

Merci pour votre attention!



Marc ISABELLE, Directeur

+33 6 73 11 61 09

marc.isabelle@europeaneconomics.com